

Université Lumière Lyon 2

Ecole doctorale : Sciences économiques et Gestion

Laboratoire d'Economie de la Firme et des Institutions (LEFI - EA 4012)

**Economie politique de la redistribution :
une approche comparative par la
demande**

par Elvire GUILLAUD

Thèse au format PDF

Thèse de doctorat de Sciences économiques

sous la direction de Donatella GATTI et Bruno AMABLE

soutenue le 30 septembre 2008

Composition du jury :

Stefano SCARPETTA

Donatella GATTI, professeure à l'université Paris 13

Bruno AMABLE, professeur à l'université Paris I

Jérôme GAUTIÉ, professeur à l'université Paris I

Andrew CLARK, directeur de recherche au CNRS

David RUEDA, professeur à l'université d'Oxford

Marie-Claire VILLEVAL, directrice de recherche au CNRS

Table des matières

Remerciements	iii
Résumé	v
Introduction Générale	xix
1 Preferences for Redistribution	1
1.1 Introduction	2
1.2 Literature	3
1.3 Empirical Strategy	7
1.3.1 Estimation Process	7
1.3.2 Data	9
1.3.3 Testing the Argument	11
1.4 Results	15
1.4.1 The Supremacy of Economic Factors	16
1.4.2 Does Religion Act as a Substitute to Redistribution?	18
1.4.3 How Does Individuals' Social Self-ranking Affect their Support for Redistribution?	18
1.4.4 The Strong Impact of Subjective Social Mobility on Preferences for Redistribution	19
1.4.5 Socio-demographic Controls and Country Dummies	20
1.4.6 Predicted Probabilities	24
1.5 Robustness Checks	25
1.5.1 Binary Dependent Variable	26
1.5.2 Generalized Ordered Logit	26
1.5.3 Separated Country Regressions	27
1.6 Conclusion	29
Annexe 1.A Further Results : Robustness Checks	32
Annexe 1.B Descriptive Statistics	47
Annexe 1.C Classification of Occupations	51
Annexe 1.D Econometric Specification	52

2	Mapping the French Voter Space	57
2.1	Introduction	58
2.2	Related Literature	59
2.3	Data and Empirical Strategy	64
2.3.1	Data	64
2.3.2	Multiple Factorial Analysis	66
2.3.3	How to Interpret Results?	68
2.3.4	How to Read a Graph?	69
2.4	Results	71
2.4.1	1978-1988 : Economic Policy and Income Protection	72
2.4.2	1995 : Breaking Point : The Raise of European Issues	75
2.4.3	1997-2002 : Economic Policy and European Integration	77
2.5	Conclusion	80
	Annexe 2.A Results of Elections	85
	Annexe 2.B Selected Questions	90
	Annexe 2.C Graphic Analysis	95
	Annexe 2.D Referendum on the European Constitution	107
3	Party Fractionalization and Preferences for Redistribution	111
3.1	Introduction	112
3.2	Conceptual Framework	114
3.2.1	Related Literature	114
3.2.2	Our Argument	118
3.3	Data	121
3.4	Estimation Strategy and Basic Results	124
3.4.1	Model Specification	125
3.4.2	Interaction Term and Marginal Effect	126
3.4.3	Basic Results	127
3.5	Criticisms and Further Results	128
3.5.1	Introducing Fixed Effects	129
3.5.2	Coping with Time-invariant Variables and Fixed Effects	132
3.5.3	Dynamic Issues	135
3.6	What Have We Learned?	140
3.6.1	What Drives the Generosity of the Welfare State?	140
3.6.2	How is the Heterogeneity of Preferences Conveyed by Party Fractionalization?	141
3.6.3	How Large is the Effect?	142
3.7	Conclusion	143
	Annexe 3.A Demand for Redistribution	146
	3.A.1 Basic Model of Welfare State Generosity	146
	3.A.2 Fixed Effects Model of Welfare State Generosity	148
	Annexe 3.B Dispersion of Preferences for Redistribution	150

3.B.1 Basic Model of Welfare State Generosity	150
3.B.2 Fixed Effects Model of Welfare State Generosity	152
Annexe 3.C Descriptive Statistics	154
Conclusion Générale	163
Bibliographie	167

Introduction Générale

L'économie politique conçoit les politiques économiques comme étant issues d'un équilibre entre une offre proposée par des partis politiques et mise en place par des gouvernements, et une demande portée par des électeurs hétérogènes. L'appariement entre l'offre et la demande politiques se fait à travers un processus électoral. L'équilibre politique issu de ce processus électoral a été largement étudié dans le contexte de partis cherchant à gagner les élections, étant donnée la demande des électeurs. En revanche, les évaluations empiriques portant sur la manière dont cette demande est structurée sont bien moins abondantes.

Afin de contribuer à ce champ de recherche, un point de départ est de reconnaître la dimension hétérogène de la demande, celle-ci impliquant des préférences conflictuelles (Acemoglu et Robinson, 2005). Toute tentative de réforme politique est ainsi confrontée à l'opposition d'un groupe d'individus, que ce groupe soit minoritaire ou majoritaire. Le pouvoir effectif du groupe dépend des caractéristiques institutionnelles du système de représentation politique (Riker, 1962). Par conséquent, il est nécessaire d'identifier ces groupes, susceptibles d'opposer leur veto à la réforme. En effet, afin de gagner un soutien politique suffisamment large, les gouvernements adaptent souvent leurs propositions afin de mieux cibler ces groupes (Castanheira *et al.*, 2006).

Le caractère conflictuel des intérêts des agents est particulièrement important lorsque l'on s'intéresse aux réformes ayant pour but de modifier l'étendue de la redistribution des revenus au sein d'un pays, ou bien le degré de générosité de son

modèle social. Ainsi, la grande diversité des Etats providence (Esping-Andersen, 1990 ; Amable, 2005) parmi les pays européens ou les pays de l'OCDE représente une source d'informations très riche pour nos investigations. La question de la convergence des modèles sociaux a souvent été posée dans la littérature (Hall et Soskice, 2001) et la globalisation ou la *désindustrialisation* ont été pointées du doigt comme étant à l'origine de l'évolution des modèles (Iversen, 2001). Cependant, une analyse d'économie politique qui étudierait attentivement les mécanismes à travers lesquels l'hétérogénéité des préférences pour la redistribution se traduit dans le choix de politique économique *via* le regroupement d'agents aux préférences communes est toujours absente.

Objectif de la thèse

Cette thèse vise à étudier l'économie politique de la redistribution à partir de la demande, en utilisant des données internationales sur plusieurs périodes. Nous proposons de mener une analyse empirique de la relation entre les préférences individuelles, la demande politique et la politique économique. Nous nous concentrons sur les politiques redistributives, en ce qu'elles reposent intuitivement sur les conflits d'intérêts portant sur la capture de rentes. Nous utilisons la dimension temporelle et la dimension unitaire de l'individu ou du pays, et procédons à des analyses de séries temporelles, de coupes transversales ou bien longitudinales. Plus spécifiquement, la thèse cherche à éclairer les points suivants : (i) les déterminants des préférences individuelles pour la redistribution, (ii) l'évolution, la prépondérance et la multidimensionalité de la demande pour les politiques économiques, et (iii) la manière dont les demandes individuelles hétérogènes sont traduites dans les politiques macroéconomiques, au travers du filtre effectué par la compétition électorale.

De manière importante, nous gardons en tête que l'hétérogénéité des individus a une limite : les agents peuvent toujours être rassemblés, et la formation de groupes socio-politiques est nécessaire afin de créer un soutien politique (l'action collective au niveau de la demande est implicite, et peut être dérivée de notre travail). Ceci implique une série d'hypothèses simplificatrices du point de vue de l'offre et des institutions politiques qui agissent comme les règles du jeu de la compétition politique ; ces hypothèses seront détaillées au sein de chaque chapitre.

En gardant les choses volontairement simples pour le moment, nous exposons ci-dessous l'évolution progressive qui est faite tout au long de la thèse : l'analyse passe d'un cadre statique à un cadre dynamique, d'un niveau micro à un niveau macroéconomique, de l'étude des déterminants des préférences individuelles à l'étude des conséquences de la dispersion de ces préférences, en passant par l'étude de la formation des blocs sociaux qui constituent les groupes politiques.

Dans le Chapitre 1, nous visons à évaluer l'origine de l'hétérogénéité de la demande. En regardant les préférences individuelles pour la redistribution, nous cherchons à répondre à la question suivante : Où les préférences individuelles pour la redistribution trouvent-elles leur origine ? Ceci est fait à partir d'une analyse statique, en utilisant des régressions économétriques en coupes transversales sur quatre pays européens (Royaume-Uni, Suède, France et Allemagne). Le choix d'étudier ces quatre pays repose sur la diversité de leurs modèles sociaux, et leur représentativité du contexte européen. Nous recherchons l'hétérogénéité dans la position des individus sur le marché du travail, et déduisons un regroupement d'agents qui portent les mêmes préférences (groupes socio-politiques).

Notons que l'espace politique est ici contraint à n'être représenté que par une seule dimension : la demande se réfère uniquement aux politiques redistributives.

Ceci peut sembler une hypothèse forte, ce que cherche à évaluer le chapitre suivant.

Dans le Chapitre 2, nous visons à étudier la nature et le nombre des dimensions qui structurent l'espace politique du côté de la demande.

Ayant désormais une meilleure idée de ce qui constitue les racines de la demande pour les politiques économiques, nous passons à la caractérisation de cette demande. Nous considérons alors un éventail plus large de politiques économiques (pas seulement redistributives) et laissons l'espace politique non contraint (potentiellement multidimensionnel). Nous conservons un niveau d'analyse microéconomique et regardons les préférences individuelles. Cette fois, nous nous intéressons à la hiérarchie des préférences. Nous cherchons à répondre à la question suivante : Parmi les différentes demandes que porte un individu, laquelle détermine son vote ? Nous cherchons par ailleurs à savoir si cette demande saillante reste la même à travers le temps. Ainsi, nous introduisons la dynamique dans l'analyse. Finalement, nous observons la composition et la décomposition de groupes socio-politiques le long de plusieurs dimensions à travers le temps. Ceci est fait grâce à une analyse factorielle basée sur des données de sondage françaises, sur la période 1978-2002.

Notons que l'offre politique (plateformes des partis) et les règles de la compétition électorale (institutions politiques), bien qu'interagissant implicitement avec l'espace politique identifié pour les électeurs, sont absentes de cette étude. Pourtant, l'interaction entre la demande et l'offre est potentiellement très importante, à l'équilibre. Une caractéristique essentielle de la compétition politique est donc ajoutée à l'analyse dans le chapitre suivant.

Dans le Chapitre 3, nous visons à étudier la générosité de l'Etat social, déterminée par la rencontre entre la demande politique et l'offre

politique. Nous passons ainsi à une analyse de l'interaction entre la demande politique, précédemment montrée comme étant basée sur des préférences hétérogènes, et la compétition politique. Le degré de fragmentation du système de partis est utilisé pour caractériser la compétition politique. A partir de régressions sur données longitudinales (18 pays, 23 années), nous déterminons les origines de la politique économique liée à la générosité de l'Etat social. De manière importante, nous cherchons également à faire apparaître comment l'hétérogénéité de la demande (la distribution des préférences) est traduite dans les politiques économiques, en fonction des règles du jeu (le nombre de partis dans la législature).

Dans l'ensemble, cette thèse montre qu'une question de politique économique, telle que le niveau de redistribution d'un pays, gagne à être étudiée par la prise en compte de l'hétérogénéité et de l'aspect dynamique de la demande politique et de la compétition électorale. La présence de multidimensionalité, de demandes hétérogènes, de préférences conflictuelles et de partis fragmentés doit être considérée afin de comprendre comment les politiques redistributives peuvent différer d'un pays à l'autre, et d'une année sur l'autre.

Plan de la thèse

Le reste de cette introduction propose une vue d'ensemble et un plan de la thèse. Après avoir présenté les questions substantives qui nous intéressent, nous exposons notre choix d'outils analytiques afin d'aider le lecteur à gagner une meilleure perspective. Nous présentons aussi les principaux résultats de chaque chapitre et nos contributions à la littérature existante.

Comment expliquer les préférences des agents pour l'intervention de l'Etat dans les politiques sociales ? Le Chapitre 1 fournit une analyse empi-

rique des déterminants des préférences individuelles pour les politiques redistributives.

Nous menons une analyse en coupes transversales sur des données de sondages individuelles, et mettons en lumière le lien entre la position économique des agents et leur demande spécifique vis-à-vis de la redistribution. La littérature sur les déterminants des préférences pour la redistribution propose une large variété d'arguments pour expliquer les différences dans les attitudes vis-à-vis de l'Etat providence. Cela va des facteurs purement pécuniaires (Meltzer et Richard, 1981) aux facteurs purement culturels (Algan et Cahuc, 2006), en passant par la position sociale subjective (Hirschman, 1973) ou les anticipations de mobilité sociale (Bénabou et Ok, 2001). En contrôlant pour nombre des facteurs habituellement considérés comme ayant un impact sur les préférences individuelles, nous étudions les motifs égoïstes de redistribution et nous nous concentrons sur le rôle joué par le statut professionnel des individus dans la formation de leurs préférences. Nous utilisons des données ISSP (International Social Survey Programme) pour quatre pays européens (Royaume-Uni, Suède, France et Allemagne) qui représentent des cas idéaux concernant le modèle social en Europe (Esping-Andersen, 1990 ; Amable, 2005), et testons la validité empirique des principales propositions de la littérature, grâce à des régressions logistiques ordonnées. Nous évaluons de manière substantive l'importance relative de chaque variable explicative et menons une série de tests de robustesse. Afin de souligner l'hétérogénéité du modèle social européen, nous menons également l'analyse au niveau national avec une série de régressions séparées par pays.

Nos résultats sont les suivants. Premièrement, nous confirmons l'importance d'un pur effet revenu sur les préférences. En effet, l'activité professionnelle, le revenu familial, la classe sociale subjective ou la mobilité sociale attendue pointent tous dans la même direction : plus un individu est pauvre (objectivement ou subjectivement), plus il soutient la redistribution. Deuxièmement, ces attitudes

vis-à-vis de la redistribution sont liées à la position économique des individus sur le marché du travail. Nous sommes ainsi capables de déterminer qui soutient le modèle social en Europe, et qui bénéficierait du recul du modèle social européen, en regroupant les agents le long de la dimension professionnelle. Troisièmement, sur la base des groupes socio-politiques formés par des individus qui exercent différentes activités professionnelles mais expriment des attitudes similaires, nous établissons un regroupement de pays à partir de la comparaison des résultats de nos régressions sur pays séparés.

Notre contribution à la littérature existante est triple. Tout d'abord, nous estimons de manière éloquente l'importance relative des facteurs économiques en termes de gains courants et attendus, en tenant compte de l'expérience de mobilité sociale et de l'aversion au risque. Ensuite, nous identifions quels groupes socio-politiques peuvent être formés sur la base de leurs préférences pour la redistribution. Enfin, nous mettons en lumière les différences entre les pays européens concernant le regroupement des agents. Nos résultats pointent ainsi du doigt la nécessité d'adopter des stratégies politiques différenciées par pays, lors de la mise en place de réformes nationales.

Comment représenter l'espace politique des électeurs et identifier l'évolution de la demande politique ? Le Chapitre 2 identifie empiriquement la multidimensionalité et l'évolution de la demande politique d'agents hétérogènes.

Nous menons une analyse empirique à partir de sondages post-électorales français, sur la période 1978-2002. Le cas français est intéressant, en ce que nombre d'observateurs ont défini l'issue du premier tour des élections présidentielles de 2002 comme étant une crise politique, lorsque le candidat de l'Extrême droite, habituellement largement minoritaire, s'est qualifié pour le second tour des élections (Kuhn, 2002 ; Lewis-Beck, 2003). Afin de mettre en lumière les racines d'une telle situation, le point central de notre analyse est de rassembler

les groupes socio-économiques autour des dimensions politiques qui structurent l'espace politique. Plus précisément, nous dessinons la carte spatiale des préférences politiques des électeurs, et mesurons l'importance relative des dimensions politiques à travers le temps, sans contraindre l'espace politique à être unidimensionnel. Nous nous appuyons ainsi sur les modèles de vote spatial (Downs, 1957; Enelow et Hinich, 1984; Iversen, 1994), et sur la littérature d'économie politique qui évalue empiriquement les conséquences de la multidimensionalité de la demande (Laslier et Van der Straeten, 2004; Roemer et Van der Straeten, 2005).

Nos résultats peuvent être résumés comme suit. Nous identifions explicitement un espace politique multidimensionnel et l'évolution de la demande politique d'agents hétérogènes; au final, la représentation spatiale de l'espace politique français se réduit à deux dimensions. La première dimension est une dimension standard gauche-droite liée à la politique économique, et se maintient tout au long de la période étudiée (1978-2002). La seconde dimension est tout d'abord une dimension liée à l'insécurité (1978-1988), puis se transforme en une dimension liée à l'Europe (1997-2002), en passant par une période de contestation où le clivage se porte sur le besoin de réformes (1995). Cette seconde dimension dissocie progressivement l'électorat des partis modérés de celui des partis extrêmes. Ainsi, la crise économique des années 1980 et le processus d'intégration européenne des années 1990 déterminent les demandes politiques et multiplient les lignes de fracture : les deux blocs sociaux qui soutenaient la Droite et la Gauche de gouvernement se divisent progressivement, et une tripartition de l'espace politique apparaît finalement.

La contribution de ce chapitre peut être résumée dans les trois aspects suivants. Premièrement, nous évaluons empiriquement la multidimensionalité de l'espace politique français. Deuxièmement, nous montrons la dynamique de la demande et l'évolution de sa composition. Troisièmement, nous caractérisons les

blocs sociaux qui soutiennent les dimensions politiques définies dans l'espace politique. Nous mettons ainsi en lumière les changements significatifs dans les bases sociales du vote et de la proximité partisane de 1978 à 2002, notamment après le point de rupture de 1995 et la montée des questions européennes dans le débat politique. Ceci a d'importantes implications en termes d'opportunités de mener un changement institutionnel, que nous détaillons plus avant dans le chapitre.

Comment la fragmentation des partis relaie-t-elle les préférences pour la redistribution dans les démocraties parlementaires ? Le Chapitre 3 met en lumière l'interaction entre le nombre de partis (une caractéristique de la concurrence politique) et la dispersion des préférences pour la redistribution (une caractéristique de la demande politique), et son impact sur le niveau de générosité de l'Etat social.

Nous menons des régressions sur un échantillon de 18 pays de l'OCDE sur une période de 23 années, en traitant attentivement les questions soulevées par l'utilisation de données temporelles en coupes transversales (données longitudinales ou de panel). Les données proviennent de bases de données microéconomiques (préférences pour la redistribution) et de bases de données macroéconomiques (politique économique, fragmentation des partis). Notre argument capture l'affirmation selon laquelle le degré de fragmentation des partis politiques a un impact positif sur le niveau de dépenses publiques (Crepaz, 1998 ; Milesi-Feretti, Perotti et Rostagno, 2002 ; Persson, Roland et Tabellini, 2007). Cependant, nous tenons compte d'un canal additionnel, jusqu'alors négligé par la littérature : l'effet de composition de la demande. En utilisant l'interaction entre l'offre et la demande, notre objectif est de montrer que les demandes conflictuelles d'agents hétérogènes peuvent trouver un moyen d'être exprimées dans les politiques publiques, selon l'architecture de la médiation politique.

Nos résultats sont triples. Premièrement, nous montrons que le niveau des préférences pour la redistribution ont un impact direct sur la générosité de l'Etat social. Deuxièmement, nous montrons que l'hétérogénéité de la demande, plus que le niveau de cette demande, a un impact positif fort sur la générosité des politiques sociales. Troisièmement, l'impact de la demande est conditionné par la structure des partis : l'effet positif de la demande (que ce soit en niveau ou en dispersion) est ainsi renforcé par le degré de fragmentation du système de partis.

La principale contribution de ce chapitre à la littérature existante est d'utiliser une mesure directe des préférences pour la redistribution afin d'expliquer l'évolution de la générosité des politiques sociales. De manière importante, nous analysons aussi l'effet de composition de la demande sur la politique économique. Enfin, nous mettons en lumière la complémentarité entre l'hétérogénéité de la demande et le niveau de fragmentation des partis, et dérivons un effet d'une ampleur importante sur la politique économique.